

SÉCHERESSE

Les Alpes-Maritimes placées en alerte

La totalité du département des Alpes-Maritimes a été placée hier en alerte sécheresse jusqu'au 30 avril au moins, a annoncé la préfecture, mettant en avant une "situation préoccupante" marquée par "une tension importante sur la ressource en eau". "Après une année 2022 marquée par une sécheresse exceptionnelle, la pluviométrie sur le département des Alpes-Maritimes durant la période de recharge comprise entre septembre 2022 et mars 2023, est de nouveau déficitaire" (d'environ -30% à -55% par rapport à la moyenne), note la préfecture, qui relève par ailleurs que le mois de février a été "particulièrement déficitaire" (-87%). Par conséquent, "les débits des cours d'eau et des nappes sont anormalement bas pour la saison, faisant apparaître des assèchs avec une précocité d'environ 3 mois par rapport à la normale", ajoute le communiqué, avec de plus un manteau neigeux "déficitaire d'environ 60% par rapport à la moyenne sur le département". Le déclenchement de l'alerte sécheresse, deuxième stade sur quatre, s'accompagne de mesures de restriction de l'utilisation de l'eau, parmi lesquelles l'interdiction d'arroser en journée (entre 8h et 20h), de laver sa voiture ou son bateau ou encore de remplir les piscines privées (sauf le premier remplissage dans le cadre d'un chantier démarré avant les premiers stades de restriction d'eau). Mi-février, la majorité du département voisin du Var avait déjà été placée en alerte sécheresse, son préfet ayant lancé un "cri d'alarme" sur le risque d'aborder la saison estivale dans une situation "plus dégradée" qu'en 2022. Les Bouches-du-Rhône ont également été placées le 14 février en état de "vigilance sécheresse" (premier stade), tout comme le département du Gard depuis le 11 mars.

À suivre

Les nappes phréatiques françaises sont dans une situation préoccupante.

Une situation "inédite" et inquiétante : les nappes phréatiques de l'ensemble de la France sont à la fin de l'hiver "dégradées" et sous les normales, ce qui laisse augurer d'une probable sécheresse dans les prochains mois, estime le BRGM, qui invite à la vigilance. Pour février, "l'ensemble des nappes affichent des niveaux sous les normales et 80% des niveaux sont modérément bas à très bas", indique le Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM).

TRIBUNAL

Trois ans requis contre un pédophile du Net

Trois ans de prison ferme ont été requis, hier à Lyon, contre un quinquagénaire jugé pour des relations virtuelles, sur internet, avec des mineurs. Le prévenu, Laurent Moussié, est par ailleurs mis en examen dans une instruction criminelle toujours en cours, portant sur près de 50 viols et agressions sexuelles présumés, également sur mineurs. Il est jugé devant le tribunal correctionnel pour corruption de 7 mineurs âgés de 12 à 15 ans, qu'il avait l'habitude de rencontrer sur des sites. Le jugement doit être rendu le 3 avril.

L'État déloge les criminels pour installer des associations

Encore expérimental en France, ce dispositif vise des biens immobiliers confisqués par la justice

C'est une villa moderne et plutôt banale, au bout d'une impasse verdoyante du quartier des Acates (Marseille 15^e). Ici ne grimpent qu'une poignée de riverains et les randonneurs partant crapahuter dans le massif de l'Étoile. Les plans stupides des cités (Saint-Joseph, Castellas, Micocouliers) ne sont qu'à quelques centaines de mètres à vol d'oiseau, mais leur réalité semble relever d'un autre monde.

Une illusion, en fait. Durant des années, cette villa appartenait à un couple de trafiquants de cocaïne, définitivement condamné en 2022 (lui à 7 ans ferme, elle à 18 mois avec sursis). Dans la rue, tout le monde a assisté au déménagement contraint de l'épouse et de ses enfants, dont les jouets jonchaient encore la terrasse. "Ils ont tout emmené, même les volets roulants et la robinetterie", glisse une riveraine, les yeux au

"Ils sont partis avec les volets roulants et les robinets." UN VOISIN

ciel. "Elle a une drôle d'histoire, cette maison, souffle un retraité, au-dessus de sa haie. Avant, elle avait déjà appartenu à un gars qui faisait des go fast."

Mais cette maison de cinq chambres dotée d'une piscine, et d'une valeur estimée à 500 000€, devrait bientôt accueillir des occupants plus recommandables : elle fait en effet partie des premiers biens immobiliers saisis par la justice en France - et le premier à Marseille - et confiés à une œuvre sociale. Placée sous la double tutelle des ministères de la Justice et du Budget, l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc) pourrait selon nos informations la confier à l'Avad (Aide aux victimes d'actes de délinquance). À Marseille, celle-ci



Cette villa des quartiers Nord de Marseille a fait l'objet d'une confiscation par la justice. Elle devrait être confiée à une association qui vient en aide aux femmes en difficulté.

/PHOTO FRANCK PENNANT

accompagne par exemple les proches d'assassinats sur fond de narcotrafic. "Dans une ville qui souffre à la fois du trafic de drogue, de la précarité et d'une énorme crise du logement, c'est un symbole qui a du sens", salue un proche du dossier.

Rare, encore expérimental en France, ce procédé est courant en Italie : ces derniers mois, 637 logements confisqués au crime organisé ont ainsi été mis à la disposition des maires et des préfets pour l'hébergement de réfugiés ukrainiens. Depuis les années 80, "les Italiens sont les premiers au monde à avoir élaboré ce dispositif social, et chez eux les saisies sont industrielles", salue Arnaud de Laguiche, chef du département immobilier de l'Agrasc et magistrat honoraire. Créée en 2010, l'agence vit depuis 2020 une montée en puissance spectaculaire. Nouvelle dynamique, moyens humains renforcés, en 2022 l'agence a saisi avec

l'aide des juridictions un montant record de 771M€ d'avoirs criminels, dont 27M€ à Marseille. Première antenne régionale créée en 2021 (en même temps que Lyon), elle est aussi la plus "lucrative" de France.

Or, qu'ils relèvent de la délinquance financière ou du crime

organisé, tous les délinquants détestent être frappés au portefeuille : "En Italie, quand on prend des terres agricoles aux mafieux, ils essaient d'y mettre le feu, de saborder le moteur des tracteurs...", rapporte encore Arnaud de Laguiche. Ici, si les narcotrafiquants peuvent "assu-



Le joyau du catalogue de biens immobiliers de l'Agrasc : le château de la Garoupe, au Cap d'Antibes.

/PHOTO MAX PPP

L'IMPACT DES VENTES AUX ENCHÈRES

"C'est visuel, ça permet de boucler une boucle, de voir l'issue d'une affaire"

Le 26 avril prochain, à la cour d'appel de Paris, se tiendra une "vente aux enchères exceptionnelle". Point commun de tous les lots ? Ils proviennent exclusivement de saisies réalisées lors d'affaires de trafic de stupéfiants. Pour l'Agrasc, ces événements médiatisés sont une façon de mettre en valeur le travail des juridictions, policiers et magistrats, et de se faire connaître du grand public. "C'est visuel, ça permet de boucler une boucle, de voir l'issue d'une affaire", note, au département immobilier de l'Agrasc Arnaud de Laguiche.

À Marseille, en octobre dernier, plus de 300 personnes s'étaient ainsi pressées au palais du Pharo - et plusieurs centaines, en ligne - pour assister à la vente aux enchères de 209 lots proposés : montres Rolex et Cartier en pagaille, Louboutin panthère, pièces d'or, mais aussi voitures de sport... Bilan ? Plus de 800 000€ dans l'escarcelle de l'État. "On vend le bling bling des voyous", décrivait alors Audrey Jouaneton, magistrat coordonnateur des antennes de Marseille et Lyon. "L'argent mal acquis va enrichir l'État, c'est un juste retour des choses." Après



Les trafiquants de drogue aiment le "bling bling" : montres de luxe et voitures de sport sont régulièrement saisies.

/PHOTO ARCHIVES AT

Marseille et Lyon en 2021, Rennes et Lille en 2022, de nouvelles antennes de l'Agrasc vont cette année se déployer à Nancy, Bordeaux, Fort de France...

Un développement rapide qui se heurte cependant aux moyens limités de juridictions interrégionales spécialisées (Jirs) déjà débordées. "Les circuits se mettent en place et ça porte ses fruits. Mais nous sommes sur une montée en puissance qui reste tributaire de ce que les juridictions peuvent traiter", admet Arnaud de Laguiche.

D.Ta.

Les chiffres de l'Agrasc en France En 2022

➔ Plus de **771 millions €** d'avoirs criminels saisis, dont **27,4 M €** à Marseille

 **368 M€** concernent des biens immobiliers, dont :


- **168** ont été vendus pour un montant de **35 M€**
- **3** ont été confiés à des **œuvres sociales**



Sur la vente des biens confisqués :

 **90 M€** reversés au budget de l'État

 **41 M€** à la Mildeca (lutte contre les drogues)

 **3,5 M€** à la lutte contre le proxénétisme

 **17 M€** à l'indemnisation des parties civiles

Source : Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués
Graphisme : Laurie Gravagna